



## OPEN DIALOG FOUNDATION

Open Dialog Foundation, 11a Szucha Avenue, office 21, 00-580 Warsaw, Poland

Tel. + (48) 22 307 11 22

[www.odfoundation.eu](http://www.odfoundation.eu)

Varsovie, 09/04/2014

### **Le prisonnier politique Vladimir Kozlov est transféré dans une prison proche de son domicile**

**Le 20/03/2014 le prisonnier politique kazakh Vladimir Kozlov a été transféré de sa prison dans la région du Nord du Kazakhstan dans une prison plus proche de son domicile dans la région Almatinskaya. Essayant de "garder leur image" dans les relations avec l'Ouest, les autorités du Kazakhstan ont fait certaines petites concessions et ont allégé les conditions de détention du politique d'opposition.**

Pendant presque un an et demi les autorités du Kazakhstan ont détenu Vladimir Kozlov dans la région du Nord du Kazakhstan, à 1700 km de sa famille, outrepassant ainsi l'article 68 du Code Criminel Exécutif, selon lequel l'accusé devrait purger sa peine dans un établissement de détention près de sa dernière résidence avant son accusation. A cause de la grande distance, l'épouse du prisonnier politique Aliya Turusbekova avait beaucoup de difficultés pour se rendre à la prison. En janvier 2014 Aliya Turusbekova a mis au monde un enfant, et il lui est devenu encore plus compliqué de rendre visite à son mari. Le Ministère de l'Intérieur et le Service criminel exécutif, sans raisons légales, laissaient sans réponses les nombreuses demandes de transfert de Vladimir Kozlov dans une prison plus proche de sa famille. Les fonctionnaires de l'Union Européenne ont exprimé à plusieurs reprises leur inquiétude de la politique du Kazakhstan concernant les prisonniers politiques<sup>1</sup>. Les autorités du Kazakhstan n'ont pas autorisé les représentants du Barreau Général de Pologne et la Délégation de l'UE à Astana de rendre visite à Vladimir Kozlov en prison pour contrôler ses conditions de détention et voir si ses droits sont respectés.

**Maintenant Vladimir Kozlov purgera sa peine dans le bourg Zarechnoyé de la région Almatinskaya dans une prison de régime général LA-155/14.** Le défenseur des droits de l'homme Zhemis Turmagambetova qui a rendu visite à Vladimir Kozlov dans cette prison, a annoncé que le politicien se sentait bien et gardait sa bonne humeur. Jusqu'au 05/04/2014 Vladimir Kozlov a été détenu en quarantaine (secteur spécial dans la prison où les nouveaux prisonniers passent un examen médical et apprennent le règlement intérieure). Après sa sortie de la quarantaine le prisonnier politique va demander une visite de longue durée avec sa famille. L'épouse de Vladimir Aliya Turusbekova attend avec impatience le moment où son conjoint pourra voir son fils nouveau-né. Elle a déclaré : "Il y a seulement une chose qui m'inquiète, on dit que dans la prison de Zarechnoyé les conditions de visite sont difficiles : la salle d'attente est très petite et les proches des détenus doivent attendre longtemps dehors. Il est peu probable que je puisse rester là, debout, toute la journée avec un enfant de deux mois"<sup>2</sup>.

### **La pression des représentants de l'Union Européenne sur les autorités du Kazakhstan peut sauver la vie et la santé des personnes poursuivies pour des raisons politiques**

**En réponse à la critique active de la part de l'Union Européenne et des Etats-Unis, pendant ces derniers mois, les autorités du Kazakhstan ont entrepris plusieurs mesures formelles pour alléger les conditions de détention des personnes qui ont été condamnées ou sont poursuivies pour des raisons politiques.** Ainsi, le 04.12.2013 le prisonnier politique Aron Atabek a été transféré de la

<sup>1</sup> [http://odfoundation.eu/files/pdf/ODF\\_Report\\_Kozlov\\_Eng.pdf](http://odfoundation.eu/files/pdf/ODF_Report_Kozlov_Eng.pdf)

<sup>2</sup> <http://www.respublika-kaz.info/news/politics/36013/>

prison de la ville de Karazhal à la ville de Karaganda, où il attend maintenant son transfert dans une des prisons, plus proches de l'endroit où vit sa famille<sup>3</sup>. Le 24.12.2013 Alma Shalabaeva, l'épouse du politicien d'opposition Mukhtar Ablyazov, et leur fille Alua Ablyazova ont été autorisées à quitter le Kazakhstan.

Également, les autorités du Kazakhstan ont prêté attention au destin de quelques employés grévistes des gisements pétroliers, condamnés en 2012 sur l'accusation de l'organisation et la participation à l'émeute dans la ville de Janaozen. En janvier 2014, après plusieurs mois d'examen, la Cour a satisfait la demande de l'activiste du mouvement de grève des employés pétroliers Rosa Tuletaeva dans laquelle elle demandait d'être transférée dans des conditions moins strictes - dans un centre pénitentiaire ouvert. Rosa Tuletaeva a subi des tortures dans l'étape de l'enquête ; cependant, les Cours d'appel ont ignoré ces déclarations et ont refusé de la libérer. Le 24.03.2014 les grévistes pétroliers condamnés, Maksat Dosmagambetov et Naryn Dzharilgasinov, sont arrivés d'Uralsk au centre pénitentiaire ouvert d'Aktaou, plus proche du lieu de résidence de leurs familles<sup>4</sup>. Deux employés grévistes sont remis en liberté anticipée: en janvier c'est Talgat Saktaganov qui est sorti de la prison, en février c'est Tanatar Kaliyev qui a été libéré. Précédemment, il avait à plusieurs reprises déclaré des tortures de la part des policiers pendant l'enquête de l'affaire de l'émeute dans la ville de Janaozen.

**Les actions des autorités du Kazakhstan témoignent qu'elles essaient de détendre les relations avec l'Union Européenne et les Etats-Unis, en particulier, avec les investisseurs occidentaux.** Pour les autorités du Kazakhstan il est surtout important de ne pas aggraver leur image internationale la veille de l'exposition EXPOS-2017 à Astana, et parce qu'elles ont l'intention de créer au Kazakhstan une banque de combustible nucléaire légèrement enrichi pour des stations nucléaires. Le Président Nazarbaev a annoncé ce projet à la Haye lors du Sommet sur la sécurité nucléaire.

Cependant, la collaboration économique étroite n'empêche pas l'Union Européenne de critiquer les autorités du Kazakhstan pour les violations des droits de l'homme, les répressions contre les activistes et les médias, et également les poursuites pour des raisons politiques. Le 03.02.2014 **l'Observatoire géopolitique des criminalités (OGC) a nommé Noursoultan Nazarbaïev le « meilleur dictateur de l'année » (« Dictat-Or »)**. Parmi d'autres « finalistes » figurent le président du Zimbabwe Robert Mugabe et les anciens présidents de la Tunisie, de l'Egypte et de Haïti Ben Ali, Hosni Mubarak, Jean-Claude Duvalier<sup>5</sup>.

Dans sa résolution du 13.03.2014 le Parlement Européen a déclaré que la situation des droits de l'homme au Kazakhstan « s'est détériorée encore plus après les répressions violentes de la police contre des manifestants pacifiques, des employés grévistes, leurs familles et les partisans dans la ville de Janaozen le 16.12.2011". Le Parlement Européen a appelé le Kazakhstan, membre du Conseil des droits de l'homme de l'ONU « **à préserver les droits de l'homme, à supprimer l'article 164 du Code Pénal sur « la provocation du désordre social», à arrêter les répressions et à supprimer les obstacles administratifs, pour des médias indépendants, à libérer les prisonniers politiques, y compris l'avocat des défenseurs des droits de l'homme Vadim Kuramshin, l'activiste du syndicat Rosa Tuletaeva et le politicien d'opposition Vladimir Kozlov, et également à annuler toutes les demandes de l'extradition des politiciens d'opposition »**<sup>6</sup>.

**Les autorités du Kazakhstan sont très sensibles aux visites des missions de surveillance du Parlement Européen.** Les députés du Sejm polonais et du Parlement italien ont été présents en tant

<sup>3</sup> [http://www.odfoundation.eu/en/publications/1657/political\\_persecution\\_against\\_the\\_kazakhstan\\_dissident\\_aron\\_atabek](http://www.odfoundation.eu/en/publications/1657/political_persecution_against_the_kazakhstan_dissident_aron_atabek)

<sup>4</sup> <https://www.facebook.com/cinemakaz/posts/769767879702466>

<sup>5</sup> Les principes pour choisir le gagnant sont : durée d'être au pouvoir, situation financière du dictateur lui-même par rapport au niveau moyen des revenus dans son pays, nombre de journalistes détenus, accès aux zones off-shore. - <http://www.unn.com.ua/ru/news/1300536-n-nazarbayev-stav-kraschim-diktatorom-roku>

<sup>6</sup> <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2014-0252&format=XML&language=EN>

qu'observateurs aux procès de Vladimir Kozlov. Des missions d'observation ont été organisées avec le soutien de la Fondation « Dialogue Ouvert » («Otwarty Dialog»). En répondant aux questions gênantes concernant des poursuites politiques dans leur pays, les fonctionnaires du Kazakhstan accusent la Fondation « Dialogue Ouvert » « d'opinion préconçue » et de salir « l'image du Kazakhstan ». Cette réaction ne fait que confirmer l'efficacité des missions d'observation ; donc, les visites des membres du Parlement Européen et la pression sur le Kazakhstan pour ces questions des droits de l'homme doivent continuer.

Cependant, selon les communications des activistes de la société civile du Kazakhstan, malheureusement, des visites de certaines délégations européennes s'avèrent formelles, sinon, elles sont même utilisées pour soutenir l'image du régime kazakh. Par exemple, du 25.03.2014 au 29.03.2014 les représentants de la sous-commission des droits de l'homme du Parlement Européen dirigés par Elizabeth Yeggle ont rencontré des fonctionnaires du Kazakhstan. Les médias officiels du Kazakhstan ont largement cité la député du Parlement Européen Yeggle qui parlait « des progrès du Kazakhstan », y compris dans le domaine des droits de l'homme<sup>7, 8</sup>. Précédemment, la même députée avait déclaré, qu'elle soutenait complètement le Président Nazarbaev dans son « aspiration à la paix et à la stabilité, au développement des libertés civiles et à la suprématie de la loi, et aux autres bases du développement du pays »<sup>9</sup>.

Les fonctionnaires du Kazakhstan étaient heureux « de convaincre » la collègue européenne de « leur désir d'améliorer » les mécanismes garantissant les droits de l'homme au Kazakhstan, tout en oubliant les exemples concrets des poursuites des politiciens d'opposition, des activistes et des médias indépendants.

Le 28.03.2014 à 21h. a été prévu un dîner de Yeggle avec les défenseurs des droits de l'homme et les représentants des organisations non gouvernementales (O.N.G.). **Selon Aliya Turusbekova, l'épouse du prisonnier politique Vladimir Kozlov, invitée à cette rencontre, le chef de la délégation Elizabeth Yeggle n'est pas arrivée à avoir une conversation sérieuse avec les activistes des droits de l'homme du Kazakhstan.** Les défenseurs des droits de l'homme ont essayé d'informer la délégation du Parlement Européen au sujet de la politique répressive des autorités du Kazakhstan concernant les O.N.G. et les activistes. Cependant, selon Turusbekova, la députée européenne Yeggle a remarqué que « dans son pays aussi, les autorités prennent rarement en considération l'opinion des gens et des O.N.G et que dans tous les cas, elle s'occupe surtout de l'agriculture et de l'économie (...). Par ces déclarations, elle a fait comprendre à tout le monde que les droits civiques et les libertés, encore moins les droits politiques, ne l'intéressent pas beaucoup... »<sup>10</sup>. Puis, se disant fatiguée, elle a quitté la réunion. Prenant en considération le fait que les défenseurs des droits de l'homme et les activistes, qui luttent contre la dictature au Kazakhstan, risquent souvent leur liberté et leur sécurité, en défendant les valeurs démocratiques européennes. Un tel comportement de la part de la députée du Parlement Européen qui représente la délégation de la sous-commission des droits de l'homme, est inadmissible.

**Réagissant aux critiques internationales, les autorités du Kazakhstan font certaines concessions par rapport aux prisonniers poursuivis pour des raisons politiques, par exemple, ils ont changé les conditions de détention du prisonnier politique Vladimir Kozlov. Cependant, les déclarations « des succès démocratiques » de l'Akorda sont très loin de la situation réelle sur le plan des garanties de l'indépendance du système judiciaire et de l'amélioration dans le domaine des droits de l'homme. Les autorités du Kazakhstan continuent à poursuivre des médias indépendants et à enfermer des**

<sup>7</sup> <http://www.inform.kz/rus/article/2643059>

<sup>8</sup> <http://news.nur.kz/307786.html>

<sup>9</sup> [http://www.khabar.kz/ru/view/obwestvo/page\\_67857\\_deputat-evroparlamenta-strategiya-2050-uluchshaet-zhizn-m](http://www.khabar.kz/ru/view/obwestvo/page_67857_deputat-evroparlamenta-strategiya-2050-uluchshaet-zhizn-m)

<sup>10</sup> [https://www.facebook.com/aliya.alga/posts/689086067821868?stream\\_ref=10](https://www.facebook.com/aliya.alga/posts/689086067821868?stream_ref=10)

activistes d'opposition. Des poursuites pour des raisons religieuses et la dispersion de force des manifestations sont devenues une pratique ordinaire au Kazakhstan au cours de l'année dernière<sup>11</sup>.

En même temps, le Parlement Européen possède des instruments de pression efficaces contre les régimes antidémocratiques, étant souvent le seul moyen de sauver la vie et de garantir la sécurité de ceux qui sont poursuivis pour des raisons politiques. La pression des parlementaires européens a rendu possible le transfert de Vladimir Kozlov dans une prison plus proche de son domicile. Cette pression a également permis la libération de beaucoup d'activistes, des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes au Kazakhstan.

Ainsi, nous adressons aux députés du Parlement Européen une demande de choisir leurs délégués pour des missions des droits de l'homme avec plus de rigueur, de rendre visite à la prison LA-155/14, où est détenu maintenant Vladimir Kozlov, et de ne pas arrêter d'exercer la pression sur le régime du Kazakhstan afin de libérer Vladimir Kozlov et d'autres prisonniers politiques au Kazakhstan. Nous soulignons qu'il y a la nécessité d'exiger des autorités compétentes de la république du Kazakhstan les mesures suivantes:

- Avec la participation de la communauté internationale, d'examiner objectivement les événements tragiques à Janaozen et les nombreux faits de torture qu'ont subi les accusés et les témoins de l'affaire de l'émeute à Janaozen<sup>12</sup>.
- Assurer le plus rapidement le transfert de Vladimir Kozlov dans un centre pénitentiaire ouvert de la région Almatinskaya avec des conditions de détention moins strictes, et après, la libération et la réhabilitation du politicien d'opposition.
- Libérer et réhabiliter les employés grévistes des gisements pétroliers qui restent toujours en détention: Rosa Tuletaeva, Maksat Dosmagambetov, Naryn Dzharilgasinov, Shabdala Utkilov, Kanat Zhusipbaev.
- Faire des modifications de l'article 164 du Code Pénal de la République du Kazakhstan conformément aux normes internationales dans le domaine de la protection des droits de l'homme.

Pour information :

Chef du parti d'opposition non reconnu « ALGA ! » Vladimir Kozlov pendant la grève des employés des gisements pétroliers à Janaozen en 2011 représentait les intérêts des grévistes au Parlement Européen, à la Commission Européenne et l'OSCE. Le bureau du Procureur du Kazakhstan a accusé Vladimir Kozlov d'avoir créé, avec le politicien d'opposition Mukhtar Ablyazov, un groupe criminel organisé pour soutenir les employés des gisements pétroliers et ainsi, avait provoqué la tragédie des 16 et 17 décembre 2011 à Janaozen. Le 08.10.2012 la Cour régionale de Mangystaou a condamné Vladimir Kozlov à 7 ans et 6 mois de prison avec la saisie des biens sur les accusations de « provocation du désordre social » (art. 164 par. 3 du Code Pénal de la RK), d'appels au renversement du régime constitutionnel (art. 170 par. 2 du Code Pénal de la RK), de création et direction d'une organisation criminelle (art.235 par. 1 du Code Pénal de la RK). Ce procès a été jugé avec des enfractions et des violations des normes internationales du procès juridique équitable. Des organismes des droits de l'homme et les gouvernements des états démocratiques ont reconnu Vladimir Kozlov en tant que prisonnier politique<sup>13</sup>. Suivant la sentence rendue à Vladimir Kozlov, le parti d'opposition « ALGA ! » et 34

<sup>11</sup>[http://www.odfoundation.eu/en/publications/1622/kazakh\\_authorities\\_violently\\_suppress\\_protests\\_prompted\\_by\\_the\\_devaluation\\_of\\_the\\_national\\_currency](http://www.odfoundation.eu/en/publications/1622/kazakh_authorities_violently_suppress_protests_prompted_by_the_devaluation_of_the_national_currency)

<sup>12</sup>[http://www.odfoundation.eu/files/pdf/ODF\\_courts\\_Zhanozen\\_maket\\_EN\\_final.pdf](http://www.odfoundation.eu/files/pdf/ODF_courts_Zhanozen_maket_EN_final.pdf)

<sup>13</sup> Le Parlement Européen, le Département d'Etat des Etats-Unis, Amnesty International, Human Rights Watch, Freedom House, Civic Solidarity, le Comité Norvégien de Helsinki, le Barreau Général de Pologne, la Haute Représentante de l'Union Européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Catherine Ashton ont vivement critiqué la sentence de condamnation des autorités du Kazakhstan. - [http://odfoundation.eu/files/pdf/ODF\\_Report\\_Kozlov\\_Eng.pdf](http://odfoundation.eu/files/pdf/ODF_Report_Kozlov_Eng.pdf)

médias non gouvernementaux<sup>14</sup> qui ont élucidé les événements à Janaozen ont été interdits au Kazakhstan, accusés d'extrémisme.

*Le 31.03.2014 a été publiée une lettre depuis la prison de Vladimir Kozlov, dans laquelle il réfléchit sur les derniers événements en Ukraine, il analyse l'intégration des régimes du Kazakhstan, de la Russie et de la Biélorussie dans le cadre de l'union douanière, et également il réagit à la décision du gouvernement espagnol d'extrader Alexandre Pavlov vers le Kazakhstan. Le prisonnier politique Vladimir Kozlov dit: « Le fait d'extrader un homme vers un pays où la torture est une méthode largement pratiquée lors d'une enquête, et des violations des droits et des libertés sont courantes et généralisées, c'est de la complicité au cannibalisme politique. La démocratie « sélective », basée sur l'intérêt économique, que démontre l'Espagne, est beaucoup plus dangereuse que la démocratie cynique « à la commande », adaptée par la RK, parce que la deuxième achète la première, avec sa réputation perdue « Made en Europe », mais la vénalité est indigne. Le pays de Cervantès ne doit pas devenir un endroit, où on vend aux cannibales politiques leurs adversaires »<sup>15</sup>.*

**Pour plus d'informations adressez-vous à :**

**Igor Savchenko - [igor.savchenko@odfoundation.eu](mailto:igor.savchenko@odfoundation.eu)**

**Lyudmila Kozlovska - [lyudmylakozlovska@odfoundation.eu](mailto:lyudmylakozlovska@odfoundation.eu)**

**Fondation «Otwarty Dialog»**

---

<sup>14</sup> Le journal «Vzglyad », site internet Stan.tv, chaîne de télévision «K+», «Union de médias « Respublika » (8 journaux et 23 sites internet ). - [http://odfoundation.eu/files/pdf/ODF\\_mission\\_report\\_Dec2012\\_EN.pdf](http://odfoundation.eu/files/pdf/ODF_mission_report_Dec2012_EN.pdf)

<sup>15</sup> <http://www.respublika-kaz.info/news/politics/36052/>